

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA

(Succursale de paris)

Adresse de la succursale en France : 62 rue de Courcelles, 75008 Paris

452 561 958 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels**I. Bilan et hors bilan au 31 décembre 2024**

(en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	3.1	56 856	56 824
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.2.1	608 476	452 240
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.3.1	235 173	377 099
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	3.7.1	3 960	11 249
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.4	21 141	21 774
AUTRES ACTIFS	3.5.1	350	689
COMPTES DE REGULARISATION	3.6.1	0	0
TOTAL DE L'ACTIF		925 956	919 875

PASSIF	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.2.2	119 514	165 864
DEPOTS DE LA CLIENTELE	3.3.2	18	94 944
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	3.7.2	494 008	366 445
AUTRES PASSIFS	3.5.2	2 269	847
COMPTES DE REGULARISATION	3.6.2	16 249	10 576
PROVISIONS	3.8	3 207	3 108
DETTES SUBORDONNÉES		0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)		0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.9	290 691	278 091
Capital souscrit		287 829	287 829
Primes d'émission		0	0
Réserves		0	0
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau		-9 738	-7 569
Résultat de l'exercice (+/-)		12 600	-2 169
TOTAL DU PASSIF		925 956	919 875

ENGAGEMENTS DONNÉS	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagements de financement	5.1	136 177	122 624
Engagements de garantie	5.2	171 599	182 852
Engagements sur titres		0	0
ENGAGEMENTS REÇUS	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagements de financement	5.3	681 278	652 489
Engagements de garantie	5.4	246 099	257 352
Engagements sur titres		0	0

II. Compte de résultat

(En milliers d'euros)

III. Notes Annexes aux comptes individuels Annuels

	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	52 410	56 993
Intérêts et charges assimilées	4.1	-28 033	-27 847
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)	4.2	2 607	2 103
Commissions (charges)	4.2	- 65	- 100
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4.3	3 278	- 553
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4.4	-7 288	-28 776
Autres produits d'exploitation bancaire		0	0
Autres charges d'exploitation bancaire	4.5	0	- 10
PRODUIT NET BANCAIRE		22 909	1 808
Charges générales d'exploitation	4.6	-7 990	-9 274
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	- 663	- 762
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		14 257	-8 229
Coût du risque	4.8	20	6 060
RESULTAT D'EXPLOITATION		14 277	-2 169
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		14 277	-2 169
Résultat exceptionnel	4.9	0	0
Impôt sur les bénéfices	4.10	-1 677	0
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
RESULTAT NET		12 600	-2 169

Note 1. Cadre Général

1. The Export-Import Bank of China (CEXIM)

Fondée en 1994 et détenue intégralement par le gouvernement central de la république populaire de Chine, the Export-Import Bank of China (ci-après « la banque » ou « CEXIM ») est un établissement financier placé sous l'autorité directe du conseil des affaires d'état. Les notations financières de la banque sont alignées sur celles de la dette souveraine de la Chine. Son siège social est situé à Beijing.

La mission principale de la banque est de promouvoir les exportations et importations de produits électromécaniques, d'équipements complets et de haute technologie, de soutenir les entreprises chinoises disposant d'avantages comparatifs dans leurs projets de contrats internationaux et d'investissements à l'étranger, ainsi que de renforcer les relations extérieures de la Chine et la coopération économique internationale.

La succursale de Paris de the Export-Import Bank of China (ci-après « la succursale ») a obtenu son agrément en tant qu'établissement de crédit auprès de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) le 8 octobre 2013. Elle a débuté ses opérations en novembre 2013.

L'activité principale de la succursale consiste à accorder des financements et des garanties, à recevoir des dépôts et à fournir des services de paiement à destination d'une clientèle d'entreprises.

En 2024, la succursale a poursuivi ses activités de prêts interbancaires et de financement à la clientèle. Les prêts ont été octroyés à des établissements de crédit, à des entreprises et à des entités souveraines situés en Europe, en Asie, en Afrique, entre autres. La succursale a également poursuivi l'émission de lettres de garantie, activité lancée en 2022.

Par ailleurs, la succursale a continué à renforcer ses relations avec les contreparties interbancaires afin d'accroître sa capacité de financement. En 2024, elle a maintenu ses activités d'emprunts interbancaires ainsi que la collecte de dépôts auprès de la clientèle.

En novembre 2024, la succursale a procédé à l'émission de titres de créance négociables (MTNS) à taux variable pour un montant initial de 200 millions d'USD, suivie en décembre 2024 d'une nouvelle émission pour un montant de 300 millions d'EUR.

2. Evénements significatifs

2.1 Impacts significatifs de l'événement Guerre en Ukraine

Le conflit armé entre l'Ukraine et la Russie, déclenché en 2022, a eu des répercussions notables sur l'économie mondiale. Toutefois, la succursale n'a enregistré aucun impact indirect significatif sur le volume de ses opérations ni sur sa clientèle, en l'absence de toute relation contractuelle avec des contreparties russes et/ou ukrainiennes.

En réponse à cet événement, les procédures internes en matière d'investissement ont été actualisées afin d'assurer une conformité stricte avec les réglementations internationales, européennes et locales en vigueur.

A la date de clôture de l'exercice 2024, la succursale ne détient aucune exposition envers des contreparties établies en Russie, en Ukraine ou en Biélorussie.

2.2 Autres événements significatifs

En 2024, la succursale a mis un terme aux pertes cumulées enregistrées depuis sa création et a atteint, pour la première fois, un résultat cumulé positif. Cette évolution marque une étape significative dans l'amélioration de la performance financière de la succursale.

3. Evénements postérieurs à la clôture

Au 17 avril 2025, l'administration fiscale française a rendu une décision favorable à la suite de la réclamation introduite par la succursale en décembre 2021, relative à la restitution des montants versés en surplus au titre de l'impôt sur les sociétés (IS) et de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour les exercices 2018 à 2020. A la fin avril, la succursale de Paris a perçu les montants remboursés, à savoir 1 302 715 euros au titre de l'IS et 176 345 euros au titre de la CVAE.

Note 2. Principes et méthodes comptables

1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la succursale ont été établis et présentés conformément aux règles définies dans le respect des règlements de l'autorité des normes comptables (ANC) et notamment du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

L'exercice clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

2. Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué par la succursale au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, par rapport à l'exercice précédent. Les principes et méthodes comptables utilisés demeurent inchangés.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

Ces principes ont été observés conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments comptables est celle du coût historique. Tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets des amortissements, des provisions et des corrections de valeur.

Seules les informations présentant un caractère significatif sont mentionnées dans les présentes annexes.

Les principales méthodes comptables appliquées sont détaillées ci-après.

3.1. Opérations en devises

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

Les immobilisations corporelles et les capitaux propres reçus en devises sont évalués et comptabilisés au coût historique, sur la base du taux de change applicable à la date de l'opération.

Les produits perçus et les charges payées en devises sont enregistrés au taux de change moyen, calculé sur une période de douze mois.

Le taux de change utilisé pour les conversions est celui publié par la banque de France.

A chaque arrêté comptable, les écarts de conversion relatifs aux créances et dettes libellées en monnaies étrangères (à l'exception de la dotation en capital en devise) sont comptabilisés en résultat, en tant que gains ou pertes sur opérations de change et d'arbitrage.

Les écarts de conversion générés par l'utilisation de taux différents pour la conversion des postes du bilan et du compte de résultat sont également enregistrés en résultat, dans les comptes de gains ou pertes sur opérations de change et d'arbitrage.

Enfin, les écarts de conversion relatifs aux capitaux propres reçus en devises étrangères sont inscrits au bilan, dans les comptes de régularisation.

3.2. Opérations de caisse

La caisse comprend l'ensemble des espèces détenues par la succursale, constituées de billets et de pièces en euro ainsi qu'en devises étrangères. Ces éléments sont évalués à leur valeur nominale. Les montants en devises sont convertis en euro au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

3.3. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont comptabilisées au bilan pour leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus, et déduite, le cas échéant, des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées dans les notes annexes en fonction de leur durée initiale, tandis que les créances sur la clientèle sont présentées selon le type de contrepartie.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en créances rattachées, en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont réparties entre :

- Les créances saines, qu'elles aient ou non fait l'objet d'une restructuration ;
- Et les créances douteuses.

Sont considérées comme douteuses les créances présentant un risque de crédit avéré, notamment dans les cas suivants :

- Présence d'un ou plusieurs impayés depuis au moins trois mois ;
- Situation financière dégradée de la contrepartie laissant craindre un non-recouvrement ;
- Encours faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en créances saines dès lors que le paiement des échéances contractuelles reprend de manière régulière, et qu'aucun solde impayé ne subsiste.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés selon les termes contractuels et inscrits en créances rattachées. Ils sont pris en compte dans le calcul de la dépréciation correspondante.

Les dépréciations relatives aux créances douteuses sont déterminées sur une base individuelle et viennent en déduction des valeurs brutes à l'actif du bilan. Les pertes probables sur les encours sains ainsi que sur les engagements hors bilan sont déterminées sur une base collective et comptabilisées en provisions au passif du bilan.

Les dotations et reprises de dépréciations des créances sur établissements de crédit et sur la clientèle, les provisions sur encours sains, les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables, les reprises sur créances amorties et autres mouvements liés au risque de contrepartie, sont enregistrés en coût du risque dans le compte de résultat.

3.4. Dettes envers les établissements de crédit et dettes représentées par un titre

Les dettes envers les établissements de crédit ainsi que les dettes représentées par un titre sont comptabilisées au bilan pour leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus.

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées dans les notes annexes selon leur durée initiale. Les dettes représentées par un titre sont quant à elles présentées en fonction de la nature de leur support (par exemple : titres négociables à court ou moyen terme, emprunts obligataires, etc.).

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat.

3.5. Participations et autres titres détenus à long terme

Ce poste comprend les actions et autres titres à revenu variable conférant des droits dans le capital d'une entreprise, lorsque ces droits ont vocation à établir un lien durable avec celle-ci et à contribuer à l'activité de l'établissement assujéti. Sont exclus de ce poste les titres détenus dans des entreprises liées.

3.6. Actions et autres titres à revenu variable

Ce poste regroupe les actions et autres titres à revenu variable détenus dans le cadre du maintien ou du développement des relations bancaires avec la société émettrice, et qui ne remplissent pas les critères de classement parmi les titres de participations, les parts dans des entreprises associées, les co-entreprises ou les entreprises liées.

3.7. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des immobilisations appliquées par la succursale sont conformes au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, tel que modifié par le règlement ANC n° 2020-10 du 22 décembre 2020, concernant notamment l'amortissement et la dépréciation des actifs.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires sans substance physique. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, incluant le prix d'achat et les frais directement attribuables à la mise en service de l'actif.

Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation. Le logiciel acquis par la succursale est inscrit dans cette rubrique et amorti sur une durée d'un an.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs physiques détenus en vue d'être utilisés pour la production ou la fourniture de biens ou de services, pour être loués à des tiers, ou à des fins de gestion interne, et dont l'utilisation est prévue sur une période excédant l'exercice en cours.

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan pour leur coût d'acquisition, leur coût de production ou leur coût réévalué. Pour les actifs libellés en devises, le coût est converti en euros au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Le montant amortissable correspond à la valeur brute diminuée, le cas échéant, de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable, significative et durable.

L'amortissement est pratiqué selon le mode linéaire, en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus. Les durées d'amortissement retenues dans les comptes de la succursale sont les suivantes :

Nature des immobilisations	Durée d'amortissement
Terrain	0 ans
Structure et ossature	50 ans
Second œuvre	25 ans
Agencements intérieurs	13 ans
Gros équipements	15 ans
Parking	50 ans
Matériel de transport	6 ans
Matériel de communication	5 ans
Matériel électronique	3 ans
Matériel électrique	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobiliers et autres	5 ans

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité d'un actif devient inférieure à sa valeur nette comptable. La dépréciation est alors enregistrée en résultat.

3.8. Produits et charges d'intérêts et de commissions

Les produits et charges d'intérêts, ainsi que les commissions assimilables par nature à des intérêts, sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode de la comptabilité d'exercice, au prorata temporise.

Les intérêts et commissions reçus ou versés sont étalés de manière linéaire sur la durée de l'engagement, en fonction du montant concerné.

Les intérêts et commissions à recevoir ou à payer sont comptabilisés de manière linéaire au titre des produits ou charges courus, en contrepartie des comptes de créances ou de dettes rattachées.

3.9. Coût du risque

Le poste « coût du risque » regroupe l'ensemble des dotations et reprises de provisions pour dépréciations des créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, les provisions constituées sur les encours de crédit sains, ainsi que les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan).

Il inclut également :

- Les pertes sur créances irrécouvrables,
- Les reprises sur créances amorties,
- Et les autres mouvements liés aux risques de contrepartie.

Les dotations et reprises de provisions ne relevant pas de ces catégories de risques sont comptabilisées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature économique.

3.10. Autres actifs et autres passifs

Les postes « autres actifs » et « autres passifs » sont principalement composés des comptes « débiteurs divers » et « créditeurs divers ».

Ces comptes sont utilisés pour enregistrer les créances et les dettes envers des tiers ne figurant pas dans les autres rubriques du bilan, à l'exclusion des comptes de régularisation. Ils regroupent notamment des éléments ponctuels ou exceptionnels ne relevant pas des cycles d'exploitation ou de financement traditionnels.

3.11. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond au montant théorique d'impôt dû au titre du résultat fiscal de l'exercice.

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable à la succursale, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 7,63 millions d'euros, est de 25 %.

A ce montant s'ajoute une contribution sociale additionnelle à l'impôt sur les sociétés, au taux de 3,3 %, calculée sur le montant de l'IS dû après application d'un abattement de 763 000 euros.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la succursale s'élève à 1 677 274,48 euros.

Note 3. Informations sur le bilan

Sauf indication contraire, les notes explicatives relatives aux postes du bilan sont présentées nettes des amortissements et des dépréciations éventuellement constatés.

1. Caisses, Banques centrales et CCP

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Billets et monnaies	0	0
Banques centrales	56 856	56 824
TOTAL	56 856	56 824

Au 31 décembre 2024, la trésorerie détenue auprès des banques centrales s'élève à 56 856 milliers d'EUR, contre 56 824 milliers d'EUR au 31 décembre 2023, soit une variation très marginale de +32 milliers d'EUR.

Aucun encaissement en billets ou espèces n'est enregistré, ni en 2023 ni en 2024, ce qui est cohérent avec une activité bancaire de type institutionnel ou de financement, sans opération de caisse directe avec le public.

Les avoirs auprès des banques centrales (sur compte courant ou compte de réserve obligatoire) restent quasiment inchangés, à 56,9 millions d'EUR.

Cette stabilité reflète une gestion prudente et constante de la liquidité de base, conforme aux exigences réglementaires, i.e. Réserves obligatoires, ainsi qu'au respect du ratio de couverture de liquidité (LCR), auprès de la banque de France/ECB.

Ce niveau d'encaisse montre que la succursale maintient un socle de liquidité centralisé suffisant, sans excès, ce qui optimise la rentabilité sans compromettre la sécurité.

Aucun besoin identifié d'augmentation ou de retrait notable sur l'exercice, ce qui dénote une gestion stable des flux de trésorerie.

2. Opérations interbancaires

2.1. Créances sur les établissements de crédit

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Comptes ordinaires (des établissements de crédit)	5 514	29 513
Comptes et prêts à terme	215 668	266 064
Prêts financiers	384 036	153 235
Créances rattachées	3 258	3 428
Total	608 476	452 240

Au 31 décembre 2024, le total des créances sur établissements de crédit s'élève à 608 476 milliers d'EUR, contre 452 240 milliers d'EUR au 31 décembre 2023, soit une hausse significative de 156 236 milliers d'EUR (+34,5 %). Cette augmentation provient principalement du développement des prêts financiers.

Le solde des comptes ordinaires diminue fortement, passant de 29 513 milliers d'EUR en 2023 à 5 514 milliers d'EUR en 2024 (-24 000 milliers d'EUR environ). Cette baisse peut traduire un repositionnement des excédents de trésorerie vers des placements plus rémunérateurs (prêts à terme ou financiers).

Les encours sur comptes et prêts à terme passent de 266 064 milliers d'EUR à 215 668 milliers d'EUR, soit une diminution de 50 396 milliers d'EUR (-18,9 %). Cela peut s'expliquer par des remboursements arrivés à échéance ou par stratégies vers d'autres formes de placement à meilleur rendement.

Ce poste des prêts financiers connaît une très forte progression, passant de 153 235 milliers d'EUR à 384 036 milliers d'EUR, soit une hausse de 230 801 milliers d'EUR (+150,6 %).

Les intérêts courus passent légèrement de 3 428 milliers d'EUR à 3 258 milliers d'EUR, une baisse modérée en ligne avec la redistribution des volumes entre catégories.

La structure de l'actif bancaire montre un redéploiement des liquidités vers les prêts financiers à d'autres établissements de crédit, et traduit une stratégie active d'octroi des prêts interbancaires, ou de placement d'excédents de trésorerie auprès d'autres établissements de crédit, vraisemblablement à des conditions attractives.

Cette évolution reflète une optimisation de la gestion de la trésorerie, une maîtrise des risques et une adaptation à l'environnement de taux d'intérêt.

2.2. Dettes envers les établissements de crédit

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Comptes et emprunts à terme	119 000	164 430
Dettes rattachées	514	1 434
Total	119 514	165 864

Au 31 décembre 2024, le total des dettes envers les établissements de crédit s'élève à 119 514 milliers d'EUR, contre 165 864 milliers d'EUR un an plus tôt, soit une baisse nette de 46 350 milliers d'EUR (-28 %).

Les comptes et emprunts à terme diminuent de 164 430 milliers d'EUR à 119 000 milliers d'EUR, soit une réduction de 45 430 milliers d'EUR (-27,6 %). Cette baisse reflète probablement des remboursements d'échéances arrivées à maturité, ou une réduction de l'endettement interbancaire à moyen terme, dans un contexte de disponibilité de liquidités internes ou de refinancement via d'autres canaux.

Les dettes rattachées chutent également, passant de 1 434 milliers d'EUR à 514 milliers d'EUR, en cohérence avec la diminution de l'encours principal. Cette variation est proportionnelle à la baisse des emprunts sous-jacents.

Cette baisse significative des dettes bancaires traduit une amélioration de l'autonomie financière ou un désendettement partiel, et peut également résulter :

- D'une gestion active du passif pour optimiser les coûts de financement,
- D'un recours plus limité au financement externe,
- Ou d'une réorientation de la stratégie de levée de fonds vers d'autres sources (marchés, intragroupe, etc.).

3. Opérations avec la clientèle Crédits à la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Crédits à la clientèle	232 534	373 761
Entreprises	232 534	373 761

-financière	55 706	97 104
-non-financière	176 828	276 656
Gouvernements	0	0
Créances rattachées	2 639	3 339
Entreprises	2 639	3 339
-financière	988	1 214
-non-financière	1 651	2 125
Gouvernements	0	0
Total	235 173	377 099

Au 31 décembre 2024, l'encours total des crédits à la clientèle (y compris créances rattachées) s'élève à 235 173 milliers d'EUR, en baisse significative par rapport aux 377 099 milliers d'EUR constatés au 31 décembre 2023, soit une diminution de 141 926 milliers d'EUR (-37,6 %).

L'encours brut des crédits à la clientèle passe de 373 761 milliers d'EUR à 232 534 milliers d'EUR, soit une baisse de 141 227 milliers d'EUR.

Cette diminution concerne à la fois :

- La clientèle non financière : de 276 656 milliers d'EUR à 176 828 milliers d'EUR (soit -99 828 milliers d'EUR, soit -36 %),
- La clientèle financière : de 97 104 milliers d'EUR à 55 706 milliers d'EUR (soit -41 398 milliers d'EUR, soit -42,6 %).
- Aucun crédit n'est accordé aux gouvernements, ni en 2023 ni en 2024.

Cette contraction de l'activité de crédit reflète une stratégie de désengagement volontaire, un ralentissement de la demande de financement, et encore des remboursements massifs anticipés sur l'exercice.

Les créances rattachées passent de 3 339 milliers d'EUR à 2 639 milliers d'EUR, en ligne avec la diminution des encours.

La répartition reste proportionnelle :

- Clientèle financière : de 1 214 milliers d'EUR à 988 milliers d'EUR,
- Clientèle non financière : de 2 125 milliers d'EUR à 1 651 milliers d'EUR.

La réduction marquée de l'activité de crédit, tant auprès des clients financiers que non financiers, pourrait avoir un impact significatif sur les produits d'intérêts futurs.

Cette évolution mérite un suivi rapproché, en lien avec la stratégie commerciale de la succursale, le risque de crédit, ou des ressources de financement.

3.2. Dépôts de la clientèle

en milliers d'euros	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
---------------------	---------------	---------------

Dépôts de la clientèle	18	94 082
Entreprises	18	94 081
- Financière	0	94 081
- Non-financière	18	0
Gouvernements	0	0
Créances rattachées	0	862
Entreprises	0	862
- Financière	0	862
- Non-financière	0	0
Gouvernements	0	0
TOTAL	18	94 944

Au 31 décembre 2024, les dépôts de la clientèle s'élèvent à 18 milliers d'euros, correspondant exclusivement à des dépôts à vue. Le solde des dépôts à terme est nul à la clôture de l'exercice 2024, alors qu'il s'élevait à 94 081 milliers d'euros au 31 décembre 2023, composés principalement de dépôts d'entreprises financières.

Cette évolution traduit un retrait intégral des dépôts à terme au cours de l'exercice, entraînant une baisse significative du total des dépôts enregistrés. Les créances rattachées, correspondant aux intérêts courus non échus sur les dépôts, sont également nulles au 31 décembre 2024, contre 862 milliers d'euros un an plus tôt.

Ainsi, la structure des ressources clientèle à la clôture de l'exercice est intégralement constituée de dépôts à vue, ce qui reflète une modification du comportement de dépôt de la clientèle, possiblement liée à des arbitrages de trésorerie ou à des ajustements de stratégie financière.

4. Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
VALEURS BRUTES	34 504	29	0	34 533
Immobilisations incorporelles d'exploitation	0	0	0	0
Immobilisations corporelles d'exploitation	34 504	29	0	34 533
Terrains, constructions, agencements et installations	32 831	0	0	32 831
- Terrain	8 957	0	0	8 957
- Structure et ossature	10 443	0	0	10 443
- Second œuvre	5 802	0	0	5 802
- Agencements intérieurs	3 507	0	0	3 507
- Gros équipements	3 481	0	0	3 481
- Parking	641	0	0	641
Matériel de transport	215	0	0	215
Matériel de Communication	31	0	0	31
Matériel électronique	895	8	0	903
Matériel électrique	142	21	0	162
Matériel de Bureau	48	0	0	48
Mobilier et autres	342	0	0	342

AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	-12 730	- 663	0	-13 393
Immobilisations incorporelles d'exploitation	0	0	0	0
Immobilisations corporelles d'exploitation	-12 730	- 663	0	-13 393
Terrains, constructions, agencements et installations	-11 194	- 736	0	-11 930
- <i>Structure et ossature</i>	-2 494	- 200	0	-2 694
- <i>Second œuvre</i>	-2 769	- 205	0	-2 973
- <i>Agencements intérieurs</i>	-3 009	- 171	0	-3 180
- <i>Gros équipements</i>	-2 762	- 148	0	-2 910
- <i>Parking</i>	- 160	- 12	0	- 172
Matériel de transport	- 215	0	0	- 215
Matériel de Communication	- 31	0	0	- 31
Matériel électronique	- 781	- 19	0	- 800
Matériel électrique	- 135	8	0	- 127
Matériel de Bureau	- 45	- 2	0	- 46
Mobiliers et autres	- 329	85	0	- 243
TOTAL VALEURS NETTES	21 774	- 634	0	21 141

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de l'immeuble abritant le siège de la succursale.

Cet immeuble, situé au 62 rue de Courcelles à Paris, a été financé à hauteur de 22,4 millions d'euros en septembre 2010 par la maison mère de the Export-Import Bank of China (CEXIM). Entre 2010 et 2013, d'importants travaux de rénovation ont été réalisés pour un montant total de 9,5 millions d'euros.

L'ensemble immobilier rénové a fait l'objet d'une ventilation comptable en deux étapes :

- Dans un premier temps, entre la valeur du terrain et celle de la construction ;
- Dans un second temps, la valeur de la construction a été décomposée par grandes familles de composants, conformément aux conclusions du rapport d'expertise immobilière établi par la société Galtier.

Par ailleurs, la succursale a procédé, le 29 décembre 2020, au remboursement à sa maison mère d'un montant de 31 millions d'euros correspondant à la dette contractée lors du transfert des immobilisations au moment de la création de la succursale en 2013.

Au 31 décembre 2024, la valeur nette comptable des immobilisations corporelles s'établit à 21 141 milliers d'EUR, contre 21 774 milliers d'EUR à fin 2023, soit une baisse nette de 633 milliers d'EUR, résultant principalement de l'amortissement courant.

Les immobilisations brutes augmentent légèrement, passant de 34 504 milliers d'EUR à 34 533 milliers d'EUR, du fait d'investissements modestes de 30 milliers d'EUR,

Les amortissements cumulés progressent de -12 730 milliers d'EUR à -13 393 milliers d'EUR, traduisant une charge annuelle d'amortissement de 663 milliers d'EUR.

Au cours de l'exercice, une diminution de la valeur des amortissements cumulés a été constatée sur le poste Mobiliers et autres, à hauteur de 85 milliers d'EUR.

Cette variation est principalement liée à la sortie de certains actifs immobilisés. Conformément aux règles comptables en vigueur, les amortissements correspondants ont été sortis du bilan en même temps que les actifs concernés, entraînant ainsi une réduction du solde des amortissements cumulés.

Aucun montant n'est constaté au titre des immobilisations incorporelles, que ce soit en valeur brute ou en amortissement, tant en 2023 qu'en 2024.

Le recul de la valeur nette est entièrement imputable à l'amortissement.

L'évolution stable des valeurs brutes, combinée à des amortissements normatifs, traduit une structure d'actifs maîtrisée, sans investissement majeur ni sortie significative en 2024.

5. Autres actifs et autres passifs

5.1. Autres actifs

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Cautions diverses	181	189
Dépôts de garantie au fgdr	47	47
Impôts et taxes	0	283
Autre débiteurs divers	122	171
Total	350	689

Au 31 décembre 2024, le poste « Autres actifs » s'élève à 350 milliers d'euros, contre 689 milliers d'euros à la clôture de l'exercice précédent. Cette diminution provient principalement de la disparition du poste "Impôts et taxes", qui était de 283 milliers d'euros au 31 décembre 2023 et ne présente aucun solde au 31 décembre 2024.

Les cautions diverses enregistrent un léger recul, passant de 189 milliers d'euros à 181 milliers d'euros, tandis que les dépôts de garantie au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) restent stables à 47 milliers d'euros. Les autres débiteurs divers diminuent également, de 171 milliers d'euros à 122 milliers d'euros.

Cette évolution globale traduit une réduction des créances diverses à court terme, notamment liée au règlement d'obligations fiscales intervenu au cours de l'exercice.

5.2. Autres passifs

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Charges sociales à payer	493	593
Impôts et taxes	1 767	197
Taxes sur les bénéfices des sociétés à payer	1 607	0
Autre impôts et taxes à payer	160	197
Autre créditeurs	9	57
TOTAL	2 269	847

Au 31 décembre 2024, le poste « Autres passifs » s'élève à 2 269 milliers d'euros, contre 847 milliers d'euros à la clôture de l'exercice précédent.

Cette augmentation provient principalement de la hausse significative des impôts et taxes à payer, qui atteignent 1 767 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 197 milliers d'euros un an plus tôt. Cette évolution s'explique par l'apparition d'une taxe sur les bénéfices des sociétés à payer d'un montant de 1 607 milliers d'euros, non constatée en 2023.

Les charges sociales à payer enregistrent une légère baisse, passant de 593 milliers d'euros à 493 milliers d'euros. Le poste « Autres créditeurs » diminue également, passant de 57 milliers d'euros à 9 milliers d'euros.

L'évolution globale traduit une hausse ponctuelle des dettes fiscales, tandis que les dettes sociales et autres éléments du poste restent globalement stables ou en diminution.

6. Comptes de régularisationComptes de régularisation de l'actif

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Produits à recevoir	0	
Commissions	0	
Intérêts	0	
Ecarts de conversion sur capitaux propres reçus en devises étrangères	0	
TOTAL	0	

Au 31 décembre 2024, aucun produit à recevoir n'est comptabilisé, contre aucun solde également à la clôture de l'exercice précédent. Aucun produit de commissions ni intérêt couru n'est en attente d'encaissement à cette date.

De même, aucun écart de conversion relatif aux capitaux propres reçus en devises étrangères n'est enregistré au 31 décembre 2024.

Par conséquent, le total de ces postes transitoires demeure nul sur les deux exercices, traduisant une situation stable et sans élément d'ajustement comptable différé au titre des produits à recevoir ou de conversion de devises.

6.2. Comptes de régularisation du passif

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Produits à répartir et les produits constatés d'avance	2 038	4 263
Commissions	2 038	4 263
Intérêts	0	0
Ecarts de conversion sur capitaux propres reçus en devises étrangères	14 211	6 313
TOTAL	16 249	10 576

Au 31 décembre 2024, le total des produits constatés d'avance et des écarts de conversion s'élève à 16 249 milliers d'euros, contre 10 576 milliers d'euros à la clôture de l'exercice précédent.

Les produits à répartir et constatés d'avance s'établissent à 2 038 milliers d'euros, en baisse par rapport à 4 263 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Cette diminution s'explique par la réduction des commissions perçues d'avance, aucun intérêt constaté d'avance n'ayant été enregistré sur les deux exercices.

En revanche, les écarts de conversion sur les capitaux propres reçus en devises étrangères augmentent significativement, passant de 6 313 milliers d'euros à 14 211 milliers d'euros, traduisant l'effet de la réévaluation comptable des apports en devises, liée à l'évolution des taux de change sur la période.

Cette évolution globale reflète un recul des produits perçus d'avance, contrebalancé par une hausse importante des écarts de conversion non réalisés, impactant les capitaux propres.

7. Opérations relative aux titres Actions et autres titres à revenu variable

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Actions et autres titres à revenu variable	40 025	40 025
Créances pour les variations de fv	0	0
Provision pour les variations de fv	-36 065	-28 776
Total	3 960	11 249

Les opérations de conversion de dette en actions relatives au projet de prêt consenti à Orpea ont été finalisées en décembre 2023.

Le 4 décembre 2023, la succursale de Paris a reçu 665 611 569 actions d'Orpea en contrepartie d'une créance de 40 millions d'euros, soit un prix unitaire d'échange de 0,060133 euro par action.

À noter : une opération de regroupement d'actions (split inversé) a eu lieu le 22 mars 2024, à raison de 1 action nouvelle pour 1 000 anciennes.

Au 31 décembre 2024, la valeur nette comptable des actions et autres titres à revenu variable s'établit à 3 960 milliers d'EUR, en forte baisse par rapport aux 11 249 milliers d'EUR enregistrés au 31 décembre 2023.

En revanche, la provision pour dépréciation liée à la variation de juste valeur a été fortement augmentée, passant de -28 776 milliers d'EUR fin 2023 à -36 065 milliers d'EUR fin 2024. Cette hausse traduit une dégradation de la valeur de marché des titres en portefeuille, probablement liée à la détention d'actions faiblement liquides dont la valeur a été revue à la baisse, comme dans le cadre de la conversion de créances en actions Orpea.

En conséquence, la valeur nette du portefeuille s'est contractée de plus de 7 millions d'EUR, soulignant un impact négatif sur la rentabilité potentielle ou sur la valorisation comptable des actifs financiers concernés.

7.2. Dettes représentées par des titres

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Titres de créances négociables	492 511	361 991
Dettes rattachées	1 496	4 454
Total	494 008	366 445

La succursale a procédé à l'émission de titres de créance négociables (medium term notes – MTNS) à taux variable pour un montant initial de 200 millions d'USD en novembre 2024, suivie d'une seconde émission d'un montant de 300 millions d'euros en décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, les titres de créances négociables s’élèvent à 492 511 milliers d’euros, contre 361 991 milliers d’euros au 31 décembre 2023, traduisant une augmentation significative par rapport à l’exercice précédent.

Cette évolution est principalement liée à l’augmentation des placements de trésorerie, et la gestion optimisée de la trésorerie.

Parallèlement, les dettes rattachées diminuent et atteignent 1 496 milliers d’euros au 31 décembre 2024, contre 4 454 milliers d’euros un an plus tôt. Cette baisse résulte notamment de la réduction du coût de financement.

Le total de ces postes atteint ainsi 494 008 milliers d’euros à la clôture de l’exercice.

8. Provisions

en milliers d'euros	Au	Dotation	Reprise		Au
	31/12/2023		Utilisée	Non-utilisée	31/12/2024
Sur encours de crédit sains	2 790	2 906	0	2 790	2 906
Provision sur portefeuilles bancaires	160	759	0	160	759
Provision sur portefeuille clients	2 630	2 147	0	2 630	2 147
Sur engagements hors bilan	318	151	0	168	301
Provision sur portefeuilles bancaires	29	0	0	29	0
Provision sur portefeuille clients	289	151	0	139	301
TOTAL	3 108	3 057	0	2 958	3 207

Les provisions déterminées sur une base collective, en cohérence avec la stratégie et les politiques de la maison mère, sont principalement constituées des provisions sur les encours de crédit sains et sur les engagements hors bilan.

Conformément aux règles du groupe, la succursale n’a pas constitué de provisions sur les crédits bénéficiant de garanties octroyées par d’autres entités du groupe.

Compte tenu de la taille de l’établissement en France et du volume limité d’opérations réalisées chaque année, la succursale ne dispose pas de données statistiques suffisantes pour développer son propre modèle interne de dépréciation sur les encours sains, y compris les encours classés en « special mention ».

En conséquence, elle a appliqué pour la première fois au 31 décembre 2020 le modèle de provision collective développé par le groupe, ainsi que les taux associés, pour évaluer les pertes attendues sur ces encours.

Au cours de l’exercice 2024, les dotations aux provisions ont atteint 3 057 milliers d’EUR, portant le solde total des provisions à 3 207 milliers d’EUR au 31 décembre 2024, contre 3 108 milliers d’EUR à fin 2023.

Aucune reprise de provision n’a été utilisée, les reprises non utilisées ayant été réaffectées au poste de provisions, traduisant une stabilité du profil de risque de la succursale.

9. Capitaux propres hors FRBG

en milliers d'euros	Capitaux propres hors FRBG	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat 2024	Capitaux propres hors FRBG
---------------------	----------------------------------	----------------------------	----------------------------	---------------	----------------------------------

	2023				2024
Capital	287 829	0	0	0	287 829
Report à nouveau	-7 569	-2 169	0	0	-9 738
Résultat de l'exercice	-2 169	2 169	0	12 600	12 600
TOTAL	278 091	0	0	12 600	290 691

La succursale a procédé à une dotation en capital le 21 juillet 2017 d'un montant de 137 176 milliers d'USD, équivalant à 117 829 milliers d'EUR. Cette opération a porté le montant total du capital reçu à 287 829 milliers d'EUR au 31 décembre 2017.

Aucune modification n'est intervenue sur les exercices 2018 à 2024. En conséquence, le capital demeure supérieur à 287 829 milliers d'EUR au 31 décembre 2024.

A cette même date, les capitaux propres hors FRBG s'élèvent à 290 691 milliers d'EUR, contre 278 091 milliers d'EUR à fin 2023. Cette progression résulte exclusivement du résultat bénéficiaire de l'exercice 2024, à hauteur de 12 600 milliers d'EUR, aucune affectation complémentaire ni augmentation de capital n'ayant été enregistrée sur la période

10. Maturité résiduelle des postes d'actif et de passif

<i>en milliers d'euros</i>	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	Au 31/12/2024
ACTIF						
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	56 856	0	0	0	0	56 856
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	224 087	83 615	300 774	0	0	608 476
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 570	131 239	21 366	78 998	0	235 173
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		3 960				3 960
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0	0	0	21 141	21 141
AUTRES ACTIFS	0	0	0	0	350	350
COMPTES DE REGULARISATION	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	284 513	218 814	322 140	78 998	21 491	925 956

PASSIF						
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	119 514	0	0	0	0	119 514
DEPOTS DE LA CLIENTELE	0	18				18
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	1 496	0	492 511	0	0	494 008

AUTRES PASSIFS	0	0	0	0	2 269	2 269
COMPTES DE REGULARISATION	0	0	0	0	16 249	16 249
PROVISIONS	0	0	0	0	3 207	3 207
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	0	0	0	0	290 691	290 691
TOTAL DU PASSIF	121 011	18	492 511	0	312 416	925 956

11. Ventilation par devise des postes du bilan

<i>en milliers d'euros</i>	EUR	USD	CNY	OFFSET	Au 31/12/2024
ACTIF					
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	56 856	0	0	0	56 856
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	337 658	270 678	140	0	608 476
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	122 581	112 592	0	0	235 173
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	3 960	0	0	0	3 960
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 141	0	0	0	21 141
AUTRES ACTIFS	350	0	0	0	350
COMPTES DE REGULARISATION	0	0	0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	542 546	383 270	140	0	925 956

PASSIF					
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	119 514	0	0	0	119 514
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1	0	17		18
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	300 630	193 378	0	0	494 008
AUTRES PASSIFS	2 269	0	0		2 269
COMPTES DE REGULARISATION	14 966	1 283	0	0	16 249
PROVISIONS	1 448	1 759	0	0	3 207
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	235 928	54 644	119	0	290 691
TOTAL DU PASSIF	674 756	251 064	136	0	925 956

Notes 4. Informations sur le compte de résultat

1. Charges d'intérêts et produits assimilés

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Banques centrales	0	0	0	0	109	109

Opérations avec les établissements de crédit	-15 950	11 442	-4 508	-5 917	12 074	6 157
Titres et créances négociables	-7 770	0	-7 770	-14 612	0	-14 612
Prêts financiers	0	18 808	18 808	0	15 346	15 346
Autres crédits à la clientèle	0	22 161	22 161	0	29 464	29 464
Dépôts de la clientèle	-4 313	0	-4 313	-7318	0	-7 318
TOTAL	-28 033	52 410	24 378	-27 847	56 993	29 146

Les charges d'intérêts se décomposent comme suit :

- Intérêts sur les emprunts à terme auprès des établissements de crédit : 15 950 milliers d'EUR ;
- Intérêts sur les titres et créances négociables : 7 770 milliers d'EUR ;
- Intérêts sur les dépôts de la clientèle : 4 313 milliers d'EUR.

Les produits d'intérêts et produits assimilés se décomposent comme suit

- Intérêts sur les comptes ordinaires et les prêts à terme auprès des établissements de crédit : 11 442 milliers d'EUR ;
- Intérêts sur les prêts financiers octroyés aux établissements de crédit : 18 808 milliers d'EUR ;
- Intérêts sur les crédits octroyés aux clients non bancaires : 22 161 milliers d'EUR.

Au titre de l'exercice 2024, le résultat net d'intérêts s'élève à 24 378 milliers d'EUR, en baisse par rapport à 2023 (29 146 milliers d'EUR). Cette évolution s'explique principalement par une diminution des produits sur crédits à la clientèle et une hausse des charges d'intérêts sur les opérations interbancaires et les dépôts de la clientèle.

2. Commissions

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Opérations avec les établissements de crédit	- 16	0	- 16	- 1	0	- 1
Titres et créances négociables	0	0	0	0	0	0
Prêts financiers	0	391	391	0	450	450
Autres crédits à la clientèle	- 49	2 216	2 167	- 99	1 652	1 553
Dépôts de la clientèle	0	0	0	0	0	0
TOTAL	- 65	2 607	2 542	- 100	2 103	2 002

Les charges de commissions se composent de :

- Commissions sur les opérations interbancaires : 16 milliers d'EUR ;
- Commissions sur les opérations avec la clientèle : 49 milliers d'EUR.

Les produits de commissions sont composés des :

- Commissions sur les prêts financiers pour 391 milliers d'EUR ;
- Commissions sur les crédits à la clientèle pour 2216 milliers d'EUR.

Au titre de l'exercice 2024, le solde net des produits et charges de commissions ressort à 2 542 milliers d'EUR, en hausse par rapport à 2023 (2 002 milliers d'EUR). Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des commissions perçues sur les crédits à la clientèle, notamment les prêts financiers.

3. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Sur l'écart de conversion	959	- 627
Sur l'augmentation de capital en devise	0	0
Sur les opérations en devise	2 319	73
TOTAL	3 278	- 553

Au 31 décembre 2024, le solde global des écarts de conversion s'établit à 3 278 milliers d'euros, contre -553 milliers d'euros à la clôture de l'exercice 2023, traduisant un retournement significatif.

Cette évolution s'explique principalement par :

- Une variation favorable sur l'écart de conversion, qui passe de -627 milliers d'euros à +959 milliers d'euros. Cette variation ne résulte pas d'une réévaluation, mais provient de l'écart de conversion comptable entre le bilan (traduit au taux de clôture de fin d'année) et le compte de résultat (traduit au taux de change moyen annuel), conformément aux normes comptables applicables. ;
- Une hausse substantielle des gains sur opérations en devises, atteignant 2 319 milliers d'euros en 2024, contre seulement 73 milliers d'euros en 2023. Cette augmentation est principalement due à l'effet de change latent sur les actifs nets en devises, lié à l'évolution du taux de change entre le début et la fin de l'année.

Aucun écart n'est enregistré au titre d'une augmentation de capital en devise sur les deux exercices.

Cette situation reflète une appréciation nette des positions en devises étrangères au cours de l'exercice 2024, générant un impact favorable sur le résultat de change.

4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-7 288	-28 776

Les opérations de conversion de dette en actions dans le cadre du projet de prêt accordé à Orpea ont été réalisées en décembre 2023.

Le 4 décembre 2023, la succursale de Paris a reçu 665 611 569 actions Orpea en contrepartie d'une créance de 40 millions d'euros, soit un prix unitaire d'échange de 0,060133 euro. Le prix de marché à cette date était de 0,0152 euro par action, correspondant à une valeur de marché de 10 millions d'euros.

Au 31 décembre 2024, la valeur de marché de ces actions est tombée à 4 millions d'euros. En conséquence, une provision pour dépréciation d'un montant de 36 millions d'euros a été comptabilisée.

Au titre de l'exercice 2024, le résultat net sur portefeuille titres et assimilés ressort à -7 288 milliers d'EUR, marqué par une perte latente sur la conversion de dettes en actions (cas ORPEA).

5. Autres charges d'exploitation bancaire

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Cotisations définitives - frn	0	- 8
Cotisations simples et cotisation frais de fonctionnement	0	- 2

Garantie des dépôts	0	- 1
Garantie cautions	0	- 1
Intérêts	0	0
Total	0	- 10

Aucune charge n'a été enregistrée au titre des autres charges d'exploitation bancaire pour l'exercice 2024, contre un total de 10 milliers d'EUR en 2023, correspondant essentiellement aux cotisations versées au fonds de résolution national (FRN) et aux dispositifs de garantie.

6. Charges générales d'exploitation

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Frais de personnel	-5 302	-6 523
Salaires et traitements	-2 972	-3 929
Autres charges sociales	-1 862	-1 980
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	- 467	- 614
Autres charges générales d'exploitation	-2 203	-2 348
Impôts et taxes	- 485	- 403
TOTAL	-7 990	-9 274

Les charges générales d'exploitation sont principalement composées :

- Des frais de personnel,
- Des autres charges générales d'exploitation,
- Ainsi que des impôts et taxes.

Les charges générales d'exploitation enregistrées au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à 7 990 milliers d'EUR, en diminution par rapport à l'exercice 2023 (9 274 milliers d'EUR). Cette baisse provient principalement de la réduction des frais de personnel, notamment des salaires et traitements, ainsi que d'une diminution des charges fiscales et sociales.

7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles d'exploitation	0	0
Immobilisations corporelles d'exploitation	- 663	- 762
Terrains, constructions, agencements et installations	- 736	- 734
-structure et ossature	- 200	- 199
-second œuvre	- 205	- 204
-agencements intérieurs	- 171	- 171
-gros équipements	- 148	- 148
-parking	- 12	- 12
Matériel de transport	0	0
Matériel de communication	0	0
Matériel électronique	- 19	- 17
Matériel électrique	8	- 2
Matériel de bureau	- 2	- 2

Mobiliers et autres	85	- 7
Total	- 663	- 762

Au titre de l'exercice 2024, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles d'exploitation s'élèvent à 663 milliers d'EUR, contre 762 milliers d'EUR en 2023.

Ces charges d'amortissement concernent principalement les composantes de l'immeuble utilisé par la succursale (structure, second œuvre, agencements intérieurs, équipements, etc.), conformément au plan d'amortissement établi par composants. La baisse constatée par rapport à l'exercice précédent s'explique notamment par l'absence d'acquisitions nouvelles et l'arrivée à terme de certains plans d'amortissement.

8. Coût du risque

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Sur encours de crédit sains	- 19	6 304
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles bancaires	- 580	- 40
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles clients	562	6 344
Sur engagements hors bilan	39	- 244
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles bancaires	30	- 30
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles clients	9	- 214
TOTAL	20	6 060

Le coût du risque est principalement composé du solde net des dotations et des reprises de provisions sur les encours de crédits sains et sur les engagements hors bilan.

Compte tenu de la taille de l'établissement en France et du volume limité d'opérations réalisées chaque année, la succursale ne dispose pas de données suffisantes pour développer un modèle statistique interne de dépréciation des encours sains, y compris ceux classés en « Special mention ».

C'est pourquoi, depuis le 31 décembre 2020, la succursale applique le modèle et les taux de provisionnement collectifs développés par le groupe pour calculer ses pertes attendues.

Au 31 décembre 2024, le coût du risque net s'élève à +20 milliers d'EUR, traduisant une reprise nette de provisions sur l'ensemble des engagements. La baisse par rapport à 2023 (6 060 milliers d'EUR) s'explique notamment par l'absence de dotations importantes sur les portefeuilles clients cette année.

9. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Au titre de l'exercice 2024, aucun gain ni aucune perte sur actifs immobilisés n'a été comptabilisé.

10. Impôt sur les bénéfices

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
RESULTAT COMPTABLE AVANT IMPOT	14 277	-2 169
Différences temporelles	- 222	-6 212
Réintégrations	243	177
Déductions	- 114	- 100
Imputation des déficits antérieurs	-7 592	0
RESULTAT FISCAL	6 592	-8 303

IS avec taux normal de 25%	-1 648	0
Contribution sociale (3,3 % de l'IS dû)	- 29	0
LA CHARGE D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	-1 677	0

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le résultat comptable avant impôt s'élève à 14 277 milliers d'EUR, contre -2 169 milliers d'EUR en 2023.

Après prise en compte :

- Des différences temporelles (-222 milliers d'EUR),
- Des réintégrations (+243 milliers d'EUR),
- Des déductions fiscales (-114 milliers d'EUR),
- Et de l'imputation des déficits reportables des exercices antérieurs (-7 592 milliers d'EUR),

Le résultat fiscal de 2024 ressort à 6 592 milliers d'EUR (contre un déficit fiscal de -8 303 milliers d'EUR en 2023).

Sur cette base :

L'impôt sur les sociétés (au taux normal de 25 %) s'élève à -1 648 milliers d'EUR ;

Auquel s'ajoute une contribution sociale de -29 milliers d'EUR (au taux de 3,3 %, après abattement).

La charge totale d'impôt sur les bénéfices comptabilisée pour exercice fiscal 2024 est donc de -1 677 milliers d'EUR.

Note 5. Information sur le Hors Bilan

1. Engagements de financement donnés

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagement avec maturité initiale jusqu'à 1 an	48 128	0
Engagement avec maturité initiale supérieure à 1 an	88 049	122 624
Total	136 177	122 624

Au 31 décembre 2024, les engagements de financement donnés s'élèvent à 136 177 milliers d'EUR, contre 122 624 milliers d'EUR à fin 2023. On note une hausse des engagements à court terme (maturité ≤ 1 an), traduisant une diversification de la structure des échéances.

2. Engagements de garanties données

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagement avec un risque moyen	171 599	182 852
Total	171 599	182 852

Au 31 décembre 2024, les engagements de garanties données s'élèvent à 171 599 milliers d'EUR, contre 182 852 milliers d'EUR à fin 2023. Ces engagements correspondent principalement aux lettres de garantie émises dans le cadre de l'activité lancée par la succursale en 2023.

3. Engagements de financement reçus

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Ligne de trésorerie (montant non employé)	200 000	200 000
Ligne de crédit (montant non employé)	481 278	452 489
Total	681 278	652 489

La succursale bénéficie d'une ligne de trésorerie accordée par la maison mère, d'un montant de 200 millions d'euros, mobilisable à première demande. Cet engagement de refinancement a été mis en place en 2013 à la demande de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), dans le cadre du dispositif prudentiel applicable à l'ouverture de la succursale.

Par ailleurs, dans le cadre de la poursuite de l'activité d'octroi de crédits, un engagement de refinancement complémentaire a été reçu de la maison mère le 4 juillet 2017, pour un montant initial de 500 millions d'd'USD.

Au 31 décembre 2024, la totalité de cette ligne reste non utilisée, représentant un encours disponible équivalent à 481 millions d'euros.

4. Engagements de garantie reçus

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	171 599	182 852
Engagements de garantie reçus de la clientèle	74 500	74 500
Total	246 099	257 352

Au 31 décembre 2024, le total des engagements de garantie reçus s'élève à 246 099 milliers d'EUR, en baisse par rapport aux 257 352 milliers d'EUR enregistrés à fin 2023.

Note 6. Transactions Intra-groupe

Les contreparties intra-groupe comprennent principalement la maison mère, the Export-Import Bank of China (CEXIM), ainsi que les autres succursales et filiales du groupe situées en Chine et placées sous son contrôle.

1. Bilan

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Actif		
Comptes et prêts à terme et créances rattachées	0	0
Total actif	0	0
Passif		
Comptes et prêts à terme et dettes rattachées	0	0
Dépôt à terme de la clientèle et dettes rattachées	0	94 944
Dépôt à vue de la clientèle	0	0
Total passif	0	94 944

Au 31 décembre 2024, aucun encours actif ou passif n'est enregistré avec les contreparties intra-groupe. A titre de comparaison, au 31 décembre 2023, un encours de 94 944 milliers d'EUR figurait au passif, correspondant à un dépôt à terme reçu de la clientèle intra-groupe.

2. Hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Ligne de trésorerie reçue (montant non employé)	200 000	200 000
Ligne de crédit reçue (montant non employé)	481 278	452 489
Engagements de garantie reçus	171 599	182 852

La succursale bénéficie d'une ligne de trésorerie accordée par la maison mère, d'un montant de 200 millions d'euros, mobilisable à première demande. Cet engagement de refinancement a été mis en place en 2013 à la demande de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), dans le cadre des exigences prudentielles applicables à l'ouverture de la succursale.

Dans le cadre de la poursuite de l'activité de crédit, la maison mère a également accordé à la succursale, le 4 juillet 2017, un engagement de refinancement d'un montant initial de 500 millions d'USD, soit l'équivalent de 469 millions d'euros. A la date du 31 décembre 2024, le montant non utilisé reste de 500 millions d'USD, soit 481 millions d'euros.

Les engagements de garantie reçus permettent à la succursale de se couvrir contre les risques de défaut de remboursement des prêts consentis à ses clients.

Par ailleurs, depuis 2022, la succursale a développé une activité d'émission de lettres de garantie au profit de ses clients, dans le cadre de ses services de financement et de soutien aux opérations internationales.

Note 7. Autres informations

1. Engagements de retraite en faveur des salariés

La convention collective applicable à la succursale prévoit le versement d'indemnités de fin de carrière (IFC) aux salariés lors de leur départ à la retraite. Aucun accord spécifique n'a été signé à ce sujet.

L'évaluation de cet engagement a été réalisée selon la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme), conformément aux pratiques actuarielles en vigueur.

Au 31 décembre 2024, le montant des engagements de retraite est estimé à 52 548,44 euros, sur la base des hypothèses suivantes :

Mise à la retraite à partir de 65-67 ans

Composition de l'effectif au 31 décembre 2024 :

L'analyse est effectuée sur l'ensemble du personnel sans distinction de catégorie (cadre/non cadre)

Age moyen 39 ans

Effectif 36

Taux de turnover : faible

Taux d'actualisation 3,35%

Revalorisation des salaires 2%

Ce montant n'a pas fait l'objet d'une provision dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

2. Consolidation

Les comptes individuels de la succursale sont intégrés dans les états financiers consolidés de la maison mère et sont, à ce titre, consolidés au niveau du groupe.

Identité de la société mère consolidante :

The Export-Import Bank of China

30, Fuxingmennei street

Xicheng district

Beijing 100031, Chine

3. Honoraires des commissaires aux comptes

Au 31 décembre 2024, les commissaires aux comptes de la succursale sont les cabinets Grant Thornton et BDO.

Le montant total des honoraires versés au titre de l'exercice 2024 s'élève à 85000 euros hors taxes, répartis comme suit :

Grant Thornton : 45000 euros hors taxes

BDO : 40000 euros hors taxes

4. Implantations dans les pays non coopératifs

Au 31 décembre 2024, la succursale n'exerce aucune activité et ne détient aucune implantation dans des états ou territoires fiscalement non coopératifs, au sens de la réglementation en vigueur.

IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA Succursale de Paris

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Comité de direction de la succursale de Paris THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité de direction conformément à l'article L.511 -38 du code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la succursale de Paris THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit

La succursale de Paris THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA est exposée aux risques de crédit et de contreparties. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers et concernent ses activités de prêts. Comme indiqué dans les notes 2.3.3, 3.8 et 4.8 de l'annexe des comptes annuels, des provisions sur les encours sains sont constituées et destinées à couvrir les risques probables de pertes (risque de crédit non avéré).

Le montant total des provisions, déterminées sur base collective sur les encours de crédit sains et du hors bilan, s'élève à 3 207 K€ au 31 décembre 2024. Ces provisions sont calculées à partir d'un modèle et des taux développés par le Groupe.

Nos travaux ont consisté à examiner la méthodologie d'évaluation mise en œuvre par votre établissement afin de vérifier le caractère raisonnable des estimations qui en résultent, à vérifier que ces estimations comptables sont issues de méthodes documentées conformes aux principes décrits dans les notes de l'annexe des comptes annuels ci-dessus mentionnées, à s'assurer que les taux que vous avez utilisés provenaient du Groupe et avaient fait l'objet d'un audit par ses commissaires aux comptes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Comité de direction, à l'exception du point ci-après.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre établissement considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de la succursale relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur général.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent

provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 10 juillet 2025

Les commissaires aux comptes

BDO Paris

Vincent GENIBREL Associé

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Azarias SEKKO Associé